L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 25 FEVRIER 1836

Nouvelle Orléans, 24 fév. 1836.

Les membres suivans n'ont pas répondu à l'appel fait ce jour à la chambre: MM. A. Barrow, W. D. Breed, W. Debuys, J. D. Dixon, R. Haile et Patin.

FLORIAN ROUSSEL,
Secrétaire de la chambre des représentans.

AUX SPECULATEURS.

Nous croyons devoir signaler à l'attention du public la vente qui doit se faire aujourd'hui à midi, à la Bourse Hewlett, par MM. Mossy & Garidel, encanteurs, de 14 terrains de valeur situés au faubourg Washington. L'accroissement rapide qui se fait dans le commerce des quartiers inférieurs de la ville, le voisinage presque immédiat de la partie la plus profonde du port, la salubrité de l'endroit, tout cela donne aux terrains dont nous parlons ici des avantages tels que les spéculateurs ne sauraient balancer un seul instant à placer une partie de leurs capitaux dans les acquisitions qui leur promettent des bénéfices certains.

Nous sommes autorisés à annoncer que ces terrains tels qu'ils se comportent aujourd'hui, rapportent en loyers un bel intérêt sur le prix qu'ils ont coûté.

☞M. L. ALLARD sera soutenu à la prochaine élection comme alderman pour représenter le 8e. district. Les efforts constans qu'il a faits pour l'amélioration de ce district, le recommandant à tous les citoyens qui ont à cœur la prospérité de ce quartier.

UN GRAND NOMBRE DE VOTANS.

Mr. L'EDITEUR:—Nous prenons la liberté de recommander à nos citoyens, la nécessité de soutenir Mr. L. U. Gaiennié, alderman du 5me. district, à la prochaine élection du Maire de la Nouvelle-Orléans. La connaître aussi ferme qu'indépendante qu'il suivie Mr. Gaiennié au Conseil de Ville, doit lui assurer les suffrages de tous ceux qui tiennent à la prospérité de notre ville. Tels sont les vœux que forment

PLUSIEURS CENTAINES.

CONSEIL DE VILLE.

La séance d'hier a été intéressante. On y a reçu la nouvelle officielle du jugement rendu par la cour suprême des Etats-Unis, au sujet des terrains face au fleuve, jusqu'alors en litige entre le gouvernement général et la corporation. Dans notre rapport, qui sera publié demain, nous donnerons tous les documens relatifs à cette affaire.

— Un message du Maire a annoncé que M. Livingston, un des avocats employés dans cette cause par la ville, avait tiré pour vingt-cinq mille piastres sur la corporation, en paiement de ses honoraires. Les traites sont en la possession de la Banque du Commerce; le sujet a été renvoyé à un comité, chargé de présenter son rapport à la première séance.

M. Allard a introduit une résolution pour faire fouiller un fossé d'égout sur un des côtés de la rive qui sépare les propriétés de M. Guigean et de M. une visà-vis celle de M. Castanedo. Le député voyer remplissant les fonctions de voyer de la ville ou bien le député voter pour le 8ème. District, est autorisé à faire faire sans délai le dit ouvrage. — Cette résolution a passé à l'unanimité, et elle a pour objet de faciliter le pivage du chemin du Bayou en faisant écouler par le nouveau fossé les eaux pluviales du dit chemin au canal Girod.

M. Thomas a présenté également une résolution, pour rappeler celle relative à la donation de la place St. Antoine, laquelle est contradictoire à la charte d'incorporation de la ville. Cette résolution après avoir subi sa première lecture a été mise à l'ordre du jour pour la prochaine séance.

En conséquence d'une lettre du docteur McFarlane le conseil a accepté la démission offerte par ce membre et autorisé le maire à faire publier les avis nécessaires pour remplir cette vacance.

DIVISION DE LA VILLE.

C'est aujourd'hui que la Chambre des Représentans doit prendre en considération le bill pour diviser la ville; et s'il faut s'en rapporter aux bruits qui courent à ce sujet il paraîtrait que le bill doit passer à une assez forte majorité. Quant à nous, notre faible opinion est qu'il est impossible que ce bill passe parce que la Législature ne doit faire aucun cas des sentimens de rancune ou d'animosité qui peuvent animer une partie de la population contre l'autre; mais qu'au contraire son devoir et le serment prêté par chacun de *ses mandataires lui impose l'obligation de n'agir que* dans les intérêts de la masse entière des citoyens. Or donc serait-ce sur une pétition signée par deux ou trois cents personnes que l'assemblée générale de la Nation voudrait adopter des mesures susceptibles d'être répudiées par cinquante mille habitans de la cité?

Un antécédent de la nature de celui qui serait établi si le bill passait dans les deux Chambres tendrait à coup sûr à miner la ville en ce qu'elle la dépouillerait de cette harmonie si *nécessaire à sa vitalité actuelle et à sa prospérité future. Cet antécédent disons-nous* aurait de funestes résultats, car il n'y aurait plus de raison de se refuser à de nouvelles subdivisions dans la ville tout-es les fois qu'il plairait à quelques habitans d'un quartier d'en demander de semblables. Et que deviendrait la cité si elle était jamais divisée en une douzaine ou plus de corporations? Rappelons-nous ici la devise des Etats-Unis, devise qui doit être adoptée par tous les Etats de la Confédération: "l'union fait la force", et voyons s'il convient de faire de la N. Orléans trois villes distinctes et sa population trois populations diverses.

Nous ferons observer cependant qu'il y a peut être eu quelques sujets de plainte de la part des habitans du faubourg Ste. Marie; mais quel quar ier n'aurait pas droit d'en faire si l'on considérait que la plupart des résolutions du Conseil n'ont quelquefois l'œuvre d'un esprit de sectionnalité. Chaque alderman est voué de fait et de droit au bien être de son district, et dans ce choc constant d'intérêts et d'opinions divergens il arrive assez souvent que les ordonnances se trouvent imparfaites. Mais n'y aurait-il pas moyen de remédier à ce mal en divisant la ville en trois? Oui certes, et nous croyons avoir depuis longtems indiqué le remède à employer. Ce serait d'interposer entre le Conseil actuel et l'exécutif un troisième corps composé de 3 membres nommés par 3 districts également répartis quant au chiffre de leur population respective. En agissant de cette manière on verrait bientôt les ordonnances du Conseil plaire à la masse de la population parce qu'elles seraient revêtues de toutes les formes voulues pour constater qu'elles sont bien l'œuvre de la majorité du peuple.

Une suffisante investigation aura sans doute éclairé nos représentans sur la nature du sujet qui leur est soumis et leur dictera le vote qu'ils donneront dans cette occasion. Cependant s'il nous est permis de faire une dernière observation nous dirons que le projet de diviser la ville est vivement condamné par une majorité immense des vrais citoyens de la Nouvelle-Orléans; nous voulons parler de tous ceux qui tiennent à cœur les intérêts et l'avenir de la ville.

Un dernier mot: si la charte a besoin d'être amendée, comme en effet nous le pensons, pourquoi le sujet ne serait il pas référé aux aldermen? ils représentent la ville de la Nouvelle-Orléans, et auraient mieux que les représentans des campagnes ce qu'il conviendrait de faire dans une pareille circonstance.

25 fév

Nouvelles de France de 10 jours plus récentes.

Le brick *Eurotas*, parti du Hâvre le 9 janvier est arrivé à Charleston le 15 du courant. Par cette voie nous recevons des nouvelles de France de 10 jours plus récentes que celles que nous avions précédemment obtenues par le navire Augusta. Il est vraiment à regretter que le capitaine de l'Eurotas, soit parti avec trop de précipitation du Hâvre. Il a voulu profiter d'une brise et d'une marée qui lui étaient favorables: et s'il eut retardé son départ de quelques heures, sans doute il nous aurait procuré des journaux du plus grand intérêt pour les Etats-Unis. Néanmoins, les nouvelles verbales qu'il donne sont des plus satisfaisantes. Le message du président avait été reçu le 1er. par l'arrivée du Charlemagne et semblait avoir rempli le but de de l'amendement Valazé. Si le fait est réel, coin ne nous le croyons, la question de l'indemnité sera probablement résolue, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à la médiation de l'Angleterre. Depuis longtems telle était notre opinion à ce sujet; et d'après quelques articles que nous avions lus dans les journaux ministériels de Paris, nous avions conclu que ce message *dissiperait toutes les difficultés*, puisque le gouvernement français paraissait ne desirer qu'une chose, que Jackson reconnût et approuvât la lettre de M. Livingston.

Nos conjectures quant aux armemens dans les ports français se trouvant également confirmées; car en s'en rapportant aux nouvelles que nous recevons il par l-trait qu'ils sont destinés contre la Russie.

L'extrait suivant que nous faisons du "Charleston Courier" du 16, donne un sommaire de toutes les nouvelles apportées par l'Eurotas.

NOUVELLES RECENTES DE FRANCE.

CHARLESTON, 16 février.

Le brick *Eurotas*, capitaine Turner, est arrivé dans ce port Lundi 15 février, du Havre, d'où il était parti le 9 J nvier. Ce navire nous fournit donc des dates de 22 jours plus récentes que nous n'en avions encore reçu directement.

Le capitaine Turner avait fait ample provision de gazettes, prix courans, etc.; mais dans son impatience de profiter d'un moment favorable pour mettre à la voile, il les a tous laissé à terre, avec son sac aux lettres. Aussi nous n'avons reçu aucunes nouvelles, soit par la voie de la presse, soit par lettres particulières.

Cependant nous avons appris que le message du Président était arrivé en France le 1er. Janvier, par le paquebot de New-York *Charlemagne*. On l'avait aussi reçu le même jour par la voie de Liverpool.

D'après tout ce que le capitaine Turner a pu observer, le message du Président était considéré en France comme une explication satisfaisante du langage employé précédemment, et ce document, ainsi que l'offre de médiation de l'Angleterre, médiation dans laquelle on a toute confiance, rétabliront les anciennes relations amicales qui ont existé jusqu'à présent entre les deux gouvernemens.

Suivant ce que nous dit le capitaine Turner, *Les gazettes de Paris ne contenaient aucune nouvelle politique* importante. Le gouvernement Français préparait dans la Méditerranée un armement formidable, destiné à agir contre la Russie dans l'hypothèse très probable d'une rupture. Tous les matelots français trouvés à bord des navires étrangers étaient enlevés et mis au service. *L'Eurotas*, à son arrivée, s'en est vu enlever trois.

Pour ce qui regarde la situation commerciale de la place, nous n'avons pu obtenir aucuns renseignemens du capitaine Turner, qui n'a pris aucune information, s'en rapportant entièrement aux prix courans qu'il devait apporter, mais qu'il a eu le malheur d'oublier. La cargaison de l'*Eurotas* a été vendue le 1er. Janvier et jours suivans, à des prix plus faibles que les ventes précédentes; et depuis cette époque jusqu'au moment du départ du ce navire, une nouvelle baisse avait encore eu lieu.

Le paquebot du 1er. Janvier *Francis Depau*, était encore au Hâvre lorsque l'*Eurotas* mit à la voile. Il était retenu pour transporter des dépêches, ou telles informations qui pourraient être satisfaisantes au sujet de l'impression produite sur le Gouvernement Français *par le message du Président.*

PREMIER CORRESPONDANT DE L'ABEILLE.

Washington, 9 *Février.*

Mr. Levi Woodbury, né dans l'Etat de New-Hampshire, en 1790, se trouve maintenant dans sa 46ème année. Il reçut les premiers élémens de son éducation dans les écoles p. bliques de son village natal, où il enseigna ensuite à différentes époques. Il n'avait encore que 14 ans, lorsqu'il fut engagé comme principal d'une gra de pension établie à Pepperell, dans le Massachusetts; il n'y donna que des sujets de satisfaction. En 1805, il entra au collége de Dartmouth, y resta quatre années, et prit ses degrés. En 1824, ce collége, en témoignage de l'estime que l'on avait de ses talents lui conféra le dégré de L. L. D. Pendant ses études, il suivait les cours de droit à Litchfield, et commença à pratiquer en 1812. Ce fut à cette époque qu'il s'unit, au parti démocratique et lui prêta le secours de ses talens. Cependant les fédéralistes dominaient dans l'état et tinrent le pouvoir jusqu'en 1816; Mr. Woodbury s'a plqua sans relâche à sa profession et parvint à y acquérir une grande distinction. Il sut acquérir l'estime publique, et en 1817, il fut nommé juge de la cour supérieure, le tribunal le plus élevé du New Hampshire. Ses rapports et opinions sur les questions en litige font preuve d'un grand esprit de recherche; la plupart ont été publiés dans les causes célèbres de l'Etat. En 1819, il épousa mademoiselle Clapp, de Portland, et alla résider à Portsmouth. Quelques années après, élu Gouverneur de New-Hampshire, il reprit les travaux de sa profession en quittant ce haut emploi. Elu en 1825 représentant de la ville de Portsmouth, il fut choisi pour présider la chambre et à la fin de la session, il fut élu sénateur des Etats-Unis. Pendant les six années qu'il appartint au sénat, il prit part aux discussions les plus importantes et fit partie des comités les plus employés. Quoique consacré aux devoirs de la vie publique, il ne négligea pas ceux de sa profession et fut employé, pendant les intervalles des sessions, dans les causes les plus intéressantes et d'où dépendaient de grands intérêts devant la cour supérieure de son Etat. A l'expiration du terme de son élection au sénat, il refusa d'être réélu; mais on ne lui permit pas de se retirer entièrement des affaires publiques. Il venait d'être élu au sénat du New-Hampshire, lorsque le général Ja kson lui offrit une place dans son cabinet. Il accepta et fut placé à la tête du département de la marine. Plus tard, une nouvelle composition ayant été résolue, il passa au département du Trésor, qu'il dirige aujourd'hui. Mr. Woodbury est membre des *sociétés* historiques de New-Hampshire et de l'Amérique; il fait aussi partie de plusieurs autres associations littéraires et scientifiques de ce pays.

Le secrétaire du trésor est d'une taille moyenne; bien proportionné mais prenant de l'embonpoint. Le sommet de sa tête est chauve, mais ses cheveux n'ont pas blanchi. Son visage est ovale; ses yeux noirs ont une expression de douceur qui s'accorde avec son sourire assez gracieux. On peut lui appliquer l'expression latine, *mens sana in corpore sano*; son esprit aussi vigoureux et actif que son corps, ne trouve de plaisir que dans un travail assidu. Mr. Woodbury n'plus de solidité que de brillant, et s'adresse plutôt au jugement qu'à l'imagination. **Habile à manier son sujet, déploi**ya souvent beaucoup d'adresse dans le c oix de ses arguments, il semblait plus ambitieux de convaincre que de briller. Cependant son élocution était facile, son style ne manquait ni de facilité ni d'harmonie.—Froid et réservé, on ne pouvait découvrir chez lui aucune trace de colère et jamais il ne se laissait aller jusqu'au sarcasme. Dans son discours, on ne trouvait rien qui s'adressât aux passions, rien qui pût éblouir ou fasciner ses auditeurs, mais il faisait un appel à leur raison et leur exposait des argumens irréfutables. La longue habitude qu'il avait du barreau le laissait tomber quelquefois dans ces sophismes si familiers à ceux qui pratiquent l'art de rendre bonne une mauvaise cause, et quoique toujours prêt à la réplique, il ne prit pas rang parmi les orateurs qui conduisaient les débats. Connaissant bien lui même son côté faible, il ne parla jamais dans le Sénat sans avoir auparavant étudié la question et préparé ses moyens. L'secrétaire du trésor possède tout le tempérament d'un homme du Nord; il paraît froid et personnel, quoiqu'il soit loin de l'être. Sans avoir la chaleur de nos compatriotes du Sud, il est de la plus grande franchise dans toutes ses transactions. Je ne parlerai pas ici de son mérite comme homme politique. On l'accuse de parcimonie dans ses dépenses, cela résulte de son éducation première et de son attachement aux coutumes et *usages de ses compatriotes*, qu'il n'a pas cessé d'admirer. Quoiqu'il en soit, sa manière de vivre est conforme à ses goûts et à ses moyens, et je le crois aussi charitable que ses collègues. Il a toujours rempli les devoirs de sa place avec exactitude; ses rapports sont clairs et concis. Ils indiquent un esprit plein de vigueur, capable de jeter du jour sur tout ce qui est obscur et de rendre agréable ce qui ne pouvait l'être qu'ennuyeux. Tel est le secrétaire actuel du trésor.

10 février.

La résolution présentée par Mr. Pinckney, de la Caroline du Sud, et adoptée par une forte majorité, a mis fin à toute discussion sur la question de l'esclavage.—Les instructions données au comité sont de présenter un rapport pour démontrer que "le Congrès n'a aucune autorité constitutionnelle pour intervenir dans l'institution de l'esclavage, dans aucun des Etats de l'Union, et ne doit en aucune manière intervenir dans le district de Columbia, sous peine de violer la foi publique et d'adopter une mesure à la fois impolitique et dangereuse pour la confédération."

Dans la séance d'hier, Mr. Buchanan a présenté au sénat une pétition signée par la majorité des citoyens du comté Dauphine en Pennsylvanie, pour solliciter l'allocation d'une somme suffisante à l'exportation annuelle sur les côtes d'Afrique des nègres libres ou esclaves affranchis, jusqu'à concurrence de l'augmentation annuelle de la population noire. Cette pétition produira sans doute une vive discussion.

Les résolutions du colonel Benton occupent encore cette assemblée; Mr. Clayton a proposé comme amendement d'effacer les mots "excédant des" de manière à conserver les recettes tout entières à la défense du pays. Cette proposition n'a été faite que pour mettre l'administration à l'épreuve.

Nos lecteurs liront sans doute avec intérêt le rapport suivant sur la Banque de l'Union:

Le comité réuni nommé pour examiner les affaires de la Banque de l'Union a l'honneur de rapporter:

Que votre comité peu après sa nomination s'est réuni dans le local de ladite banque dans la ville de la N. Orléans à l'effet de remplir les devoirs qui lui ont été imposés, et qu'il a été non seulement satisfait de la réception qui lui a été faite, mais on ne peut plus charmé de l'attention que le président et le comité nommé par la banque ont mise à rendre aussi légers et agréables que possible les devoirs imposés à votre comité, qui sous certains rapports auraient pu être extrêmemens fatigans et compliqués.

Il paraît, d'après le tableau général des affaires de ladite banque jusqu'au 1 janvier de la présente année, que le montant des espèces dans les voûtes s'élevait à $333,704 20

Montant des billets de banque des banques de l'Etat et étrangères équivalant à des espèces 288,645 —

$622,349 20

Pour plus ample exposition des affaires de ladite banque, votre comité prend la liberté de vous référer au tableau général fait jusqu'au 3 janvier 1836.

Vous y trouverez et votre comité appelle votre attention sur le fait qu'avec un capital n'excédant pas $2,424,555

Montant des bonds vendus 6,551,000
moins le capit. fourni à ces 8 branches 1,800,000
Montant dû aux actionnaires 3,400,000 5,200,000 1,351,000

Ajoutez le capital gagné 500,000
Profits réservés 573,555 1,073,555 ci 1,073,555

2,424,555

La même banque au moyen de la grande circulation de ses billets et des dépôts considérables qui y sont faits a été à même d'étendre les facilités qu'elle accorde aux citoyens de cet état à la somme énorme de $5,636,593

Viz—montant des recomptes de toutes descriptions $7,864,428
Moins les emprunts des actionnaires 3,169,073 $4,695,355

Montant du change étranger et intérieur, $2,523,959
Moins le montant dû aux Banques étrangères. 1,532,715 $41,243 $5,636,593

Quoique le montant total des *bonds* n'ait pas été vendu, cependant il paraît qu'il a été fourni aux 8 branches la totalité de leur capital. Ces branches sont actuellement en pleine opération, et jusqu'ici le résultat ne donne nullement lieu de craindre qu'on soit obligé de leur retirer leurs capitaux parce qu'elles ne produiraient pas le montant prévu par la charte.

Sans prétendre être profondément versé dans la science des opérations financières, votre comité croit pouvoir hazarder l'assert on, que les affaires d'aucune *institution de banque, dans cet Etat ou dans les autres* ne sont conduites avec plus de savoir, de prudence et d'intégrité que celles de la Banque de l'Union de la Louisiane, le bon effet de cette administration est d'exciter chaque jour depuis le commencement, plus de zèle et d'ardeur dans toutes les branches accessibles à un louable esprit d'entreprise.

Placé au centre du grand *Emporium* de l'Ouest, ses huit branches ont répandu dans tout l'Etat son ample capital, et votre comité croit pouvoir prédire qu'à une époque qui n'est pas éloignée, la Banque de l'Union de la Louisiane, sera justement appréciée comme l'une des institutions les plus effectives et les plus convenables *qui ont pu être imaginées pour égaliser le* change, non seulement dans la vaste vallée du Mississipi, mais dans toutes les villes commerciales des Etats du Nord et de l'Est. Y a-t-il un citoyen de la Louisiane, né ou naturalisé, qui ne désire voir un tel événement et dont le cœur ne s'emplirait d'un sentiment d'orgueil mêlé de plaisir, lorsqu'en visitant les différens points de notre vaste confédération, il verrait recevoir partout les billets des banques de cet Etat aussi courrament que les monnaies d'or et d'argent.

Votre comité croit fermement, que l'on pourrait facilement atteindre l'objet en autorisant la banque à négocier un emprunt sur la foi de ses propres bonds dans le but d'établir des bureaux d'agence dans les différentes villes de l'Union, pour y faire le change.—Un bill qui pourvoit à cette amélioration a déjà passé au Sénat et en est maintenant à sa 3me. lecture dans la Chambre des Représentans; votre comité vous recommande respectueusement de le prendre en considération et de l'adopter sans délai.

(Signé) A. HOA,
Rapporteur du Sénat.
(Signé) M. G. PENN,
Rapporteur de la Chambre.

SENAT DE LA LOUISIANE.

Séance du Mercredi, 24 fév.

Absens, Mrs Moore, Lacoste, Lewis et Johnson.

Mr. Cuny présente un bill relatif au revenu de l'Etat. Il subit sa première lecture.

Ce bill impose une taxe annuelle de 100 piastres, sur ceux qui tiennent des hôtels et débitent des boissons spiritueuses; ceux qui tiennent des cabarats, cafés, et billiarde de 100 piastres sur les courtiers de change; de 25 piastres sur les courtiers de denrées et produits, sur les détaillans de marchandises sèches; 50 piastres sur les commerçans en gros, les maisons de commissions et les encanteurs; de 25 piastres sur les notaires et apothicaires; cette taxe sera payée par chacun des associés des maisons de commerce et autres, soumises aux dispositions de la loi. Les marchands nègriers paieront chaque année 100 et les compagnies étrangères d'assurances, chacune 1,000 piastres.

Le sénat suspend l'action de son réglement, et adopte après les trois lectures le bill pour autoriser Mr. Guesnon et sa femme, Joséphine Bozonier, à adopter Helena, orpheline, pour tout héritier légitime.

Sont lus une 1re fois, le bill pour accorder à Letchworth le privilége exclusif de tenir un bac sur le Bogue Chitto, au point d'intersection de la route militaire; et la *résolution envoyée par la chambre pour fixer* les Mercredis et Samedis de chaque semaine à la considération des bills adoptés par l'une ou l'autre chambre.

Le bill pour régler les élections dans la paroisse Claiborne, avec les amendements de la chambre, est appelé comme étant à l'ordre du jour.

Mr. Bossier soutient les amendements, surtout celui pour fixer à 3 jours la durée des élections dans les paroisse s Claiborne, Pointe Coupée et Rapides.

Une discussion s'élève entre sur la nécessité de changer la loi générale et le temps spécifié, Mr. Dupré propose d'effacer la paroisse de la Pointe Coupée,—Adopté.

Les amendemens de la chambre sont rejetés l'un après l'autre, sur l'appel nominal, Mr. Bossier les appuie et vote en faveur.

L'ordre du jour amène après ce bill, celui pour autoriser la nomination de deux juges de plus pour la cour suprême de la Louisiane.

Mr. Cuny expose au sénat que dans les premiers jours de la session, il avait annoncé qu'il présenterait un acte de la même nature que celui qui se trouve en considération. Cependant il apprit que deux bills pour le même objet avaient été présentés à la Chambre des Représentans. Le premier, déjà transmis au sénat, recevra sans doute sa sanction. Le second, renvoyé à un comité spécial dans la Chambre, a été repoussé par un rapport défavorable. Le sentiment seul du devoir oblige l'honorable sénateur à présenter de nouveau ce bill, sans avoir voulu s'informer des raisons qui ont engagé le comité à rejetter un projet de loi si essentiel aux intérêts du peuple. Les opinions de la chambre et de ses comités lui inspirent une grande confiance, cependant, espère-t-il, ses membres voudront montrer un marque de respect que d'obéir à ce qu'il croit un devoir. Le district de l'Ouest est d'une étendue beaucoup plus vaste que celui de l'Est; un jour sa population *sera plus dense*, La *constitution oblige* la cour suprême à siéger 9 mois dans la ville de la Nlle Orléans; l'époque des assises dans le district de l'Ouest est fixée aux trois mois les plus pénibles de l'année. Si la cour manquait de siéger, les intérêts en litige resteraient suspendus pendant une année entière. Cette circonstance s'est déjà présentée deux fois, si elle arrivait encore cette année, un grand nombre de causes souffriraient éprouvé les trois délais. Les devoirs de cette cour se multiplient tellement, qu'il est impossible de trouver trois hommes qui puissent y remplir dignement cette place et empêcher l'injustice. La justice demande que le district de l'Ouest participe aux avantages dont joint le district de l'Est.

Mr. Labauve fait la motion de remettre cette affaire jusqu'à nouvel ordre, attendu qu'il ne reste que peu de temps et que cette question doit soulever de longs débats.

Mr. Hoa s'oppose avec force à cette motion, et dans un long discours fait ressortir la convenance et la nécessité de la mesure proposée dans le bill. Ses argumens sont entièrement basés sur l'accroissement annuel de la population de l'Etat, et sur l'augmentation des affaires commerciales et de perfectionnement de l'agriculture—ce qui nécessairement produit un accroissement de population. Toutes personnes au fait des affaires de ces cours de justice savent que les procès se multiplient journellement, non-seulement devant les tribunaux de première instance, mais encore devant les cours d'appel. Malgré tous les efforts et les talents des juges actuels de la cour suprême, il leur est impossible d'expédier toutes les affaires qui leur sont soumises; car à chaque terme ils voient venir à eux plus de 300 appels; et très probablement beaucoup de plaideurs de l'avis de leurs avocats s'abstiennent d'en appeler, dans la crainte des délais inévitables qui occasionnent en même temps des frais énormes. Ces délais ne peuvent être attribués aux juges de la cour suprême, mais *ils sont le résultat inévitable* de la tactique des avocats qui, dans une affaire soumise à un jury, se bornant à discuter les points de fait et se réservent de discuter les points de droit devant la cour d'appel. Cette méthode est peut être préférable, mais elle entraîne à de longueurs. Les devoirs des juges de la cour suprême sont donc plus pénibles qu'on ne le pense, et lorsque l'on considère le grand nombre des appels, il est impossible de croire que trois juges puissent expédier toutes ces affaires.

Il n'est que l'interprète des vœux de la majorité de ses constituans, car toutes personnes engagées dans des transactions judiciaires sont convaincues de la nécessité d'augmenter le nombre des juges de cette cour. Et quelles objections peut-on faire à cette mesure lorsque la constitution l'autorise, la nécessité le commande et la convenance en est évidente. Viendra-t-on nous dire qu'une dépense de 10,000 piastres par an est une objection assez puissante pour détruire ces arguemens. La justice et convenances le défendent.—N'avons nous pas souvent disposé de plusieurs dizaines de milliers de piastres pour des objets futiles en comparaison de celui que nous avons en vue, la prompte administration de la justice, dont dépendent des millions de piastres, et peut être la fortune d'une *quantité de familles. Resterons-nous sourds aux récla*mations de tant de nos concitoyens les plus distingués du Barreau, ajouterons-nous délais sur délais aux délais déjà interminables de nos procédures, et voulons-nous être sourd aux réclamations de nos commettans. N'ont-ils pas réclamé mainte et mainte fois l'adoption d'une pareille loi? Faut-il encore aujourd'hui leur enlever cette expérience? L'honorable sénateur réclame l'appel nominal sur la motion d'ajournement.

Mrs. Bossier, Cuny, Hoa, Landry, Moranecy et Reid votent pour le rejet. Mrs, Brownson, Dupré, Labranche, Labauve et Tête, contre, 6 voix contre 5.

Le président du sénat vote aussi pour le rejet, et la motion d'ajournement de la *question est rejetée.*

M. Hoa parle en faveur de la 1re. section, M. Labauve, cependant, propose nominal étant réclamé, Mrs. Bossier, Brownson, Cuny, Dupré, Hoa, Landry, Moranecy, Reid et Tête votent pour l'adoption; Mrs. Labauve et Labranche, contre; 9 voix contre 2. La section est adoptée.

La seconde et dernière section est adoptée à l'unanimité et sur motion de M. Landry, le bill est porté à l'ordre spécial du jour pour le lendemain.

Le bill présenté par M. Labauve relativement aux inspecteurs de ventes publiques est ajourné indéfiniment, un autre bill relatif aux devoirs des assesseurs les taxes de l'Etat est rejeté.

Le bill d'incorporation de la Compagnie d'Assurances de l'Union passe à une première lecture.

Le bill relatif au juge de police de la paroisse des Rapides, subit sa troisième lecture et est adopté.

Les résolution pour ordonner à la direction des travaux publics de construire une jetée à Donaldsonville, sur le bayou Lafourche, subit sa seconde lecture.

Le bill pour autoriser le gouverneur à fournir un drapeau à chaque régiment de milice, subit sa seconde lecture.

Sur motion de M. Hoa que ce bill soit ajourné indéfiniment, M. Bossier *soutient le projet et prouve que* la dépense sera peu considérable. Le bill subit sa troisième lecture et est adopté.

Sur motion de M. Moranecy, le bill d'incorporation de la compagnie du railroad de la Providence et de la rivière Rouge est porté à l'ordre spécial du jour pour le lendemain.

Le bill pour venir au secours de Julien Caruthers, soutenu avec talent par Mr Brownson, subit trois lectures et est adopté. Remise lui est faite d'une amende imposée par l'état, de $200, à cause de son extrême pauvreté.

Le bill pour changer le nom de la compagnie d'assurances de la Louisiane et pour la fabrication d'huile de graines de coton en celui de "Compagnie d'Assurances de l'Aigle" avec une taxe annuelle de $750 est acopté.

La résolution pour accorder un congé au juge Barnes et à William Boswell, est amendée par Mr Cuny, de manière à y comprendre le juge Henry Boyce, est adoptée.

Le sénat prend en considération le bill pour ordonner une taxation extraordinaire de la cour du 6me district judiciaire dans la paroisse des Rapides.

Mr Cuny présente une pétition de ses commettans en faveur de cette résolution, et le soutient avec talent et adopté avec un amendement de Mr Bossier pour accorder un juge de ladite cour des émolumens addition nels de $450 par an.

Sur motion, le sénat s'ajourne au lendemain.

HORRIBLE TEMPETE, PERTE DU NAVIRE COLBERT.

CHERBOURG, le 21 décembre 1835.

La nuit dernière il faisait une tempête horrible, les vents variables de l'Est à l'Est Nord-Est, soufflaient avec une fureur d'ouragan, et pendant que duraient les grains de grêle et de neige qui se succédaient avec une effroyable rapidité, la mer mugissait de manière à se faire entendre jusques dans les quartiers les plus éloignés de la ville.

Au jour, la tempête durait encore et les débris épars d'un grand bâtiment, qui couvraient plusieurs points de nos rivages environnans, annoncèrent que trop, qu'un affreux désastre maritime avait eu lieu pendant la nuit. Une nombreuse population à peine revenue de l'épouvante occasionnée par plusieurs sinistres récens dont notre malheureuse ville a été le théâtre, se portait en foule vers les lieux où la mer en furie rejetait à chaque instant quelques nouvelles épaves, et chacun avait le cœur serré, s'épuisait en conjectures et cherchait à deviner qu'elles pouvaient être les victimes de ce triste et malheureux événement.

Vers neuf heures du matin, un coup de canon fut tiré par le Fort-Royal (autrement dit l'Isle-Pelée), on vit le pavillon de ce fort flotter en berne et ensuite amené et rehissé de nouveau à plusieurs reprises; ces signaux indiquaient assez clairement, que le naufrage avait eu lieu sur les récifs qui l'environnent et que des secours de terre étaient nécessaires.

Malgré le temps le plus affreux et le danger imminent auquel on s'exposait en sortant du port dans une frêle embarcation, le nommé Feret (François), jeune pilote-lamaneur qui souvent s'est fait remarquer dans pareilles circonstances par son grand sang-froid et un courage à toute épreuve, entreprit de se rendre au Fort-Royal; il subit pendant le trajet l'effet de plusieurs grains horribles, qui ne manquèrent pas d'augmenter l'anxiété des témoins de son beau dévouement; il parvint néanmoins, après des efforts inouis, à gagner la cale du fort où il n'est resté que quelques instans, et vers deux heures après-midi il était de retour dans le port. Mais hélas! quelles affreuses nouvelles il apportait! Combien de familles infortunées vont avoir à déplorer l'événement funeste de la nuit dernière et à pleurer un père, un époux, un fils, un frère, un parent, un ami, parmi les nombreuses victimes de cet affreux désastre, qui jette le deuil et la consternation chez tous les habitans de Cherbourg.

Le beau navire dont il ne reste en ce moment que quelques morceaux flottans ou échoués sur les grèves, est le trois mâts le *Colbert* de 60 à tonneaux environ, cap. Bonnetard, dernièrement acheté au Hâvre, pour la maison Mauger frères, de notre ville. Toutes les personnes qui étaient à bord ont été noyées, à l'exception d'un seul matelot nommé Canu. Un des armateurs M. Auguste Mauger se trouve dans le nombre des victimes!!!

OFFICIEL.

DOUZIEME LEGISLATURE—2me. SESSION.

JOURNAL DU SENAT.

LUNDI, 22 février.

Le sénat s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Membres présens—Messrs. Charles Derbigny, président, Cuny, Dupré, Hoa, Labauve, Labranche, Moranecy, Porche, Reid et Tête.

Mr. Reid a présenté une pétition de divers habitans des paroisses de Livingston et St. Helene, priant qu'un bac soit établi sur la rivière Amite, avec certains privilèges.

Mr. Labauve, de la part du comité réuni chargé de déterminer les limites de s paroisses de la Pointe Coupée et d'Ouest Baton Rouge, a présenté un bill intitulé,

"Acte pour amender les divers actes relatifs aux limites entre la Pointe Coupée et Ouest Baton Rouge."

Mr. Cuny, de la part du comité chargé d'examiner le compte du trésorier, a présenté le rapport suivant:

"L'impression en a été ordonnée, ainsi que le compte annuel du trésorier.

"Le comité réuni des deux chambres de la législature, nommé à l'effet d'examiner les comptes du trésorier de l'Etat, a l'honneur de rapporter qu'il a soigneusement et attentivement examiné les dits comptes et qu'il les a trouvé strictement corrects. Dans le cours de cet examen, le comité s'est particulièrement attaché aux dépenses faites en faveur du bureau des améliorations internes—et le résultat s'est montré comme suit:—Somme totale de dépense pour cet objet $173,454 47 cts, de cette somme $100,996 17 ont été dispos-és pour l'achat de 127 esclaves, lesquels, les uns dans les autres, ont coûté $786,58;—41 de ces esclaves sont morts, lesquels au prix ci-dessus mentionné présentent un total de $32,249 98 ce qui offre à quelque chose près la perte d'un tiers de la somme totale employée pour l'achat d'esclaves; le reste en main applicable au but d'améliorations internes le 31 décembre dernier était de $140,993 31 c. D'après pareilles données, votre comité, demande qu'il lui soit permis de dire que d'après son opinion, le présent système est radicalement défectueux, que l'argent dépensé pour le soutien de cette institution n'a pas produit le bien public qui aurait dû, résulter de telles dépenses, et votre comité désirerait qu'il y eut une revision entière de ce système.

Votre comité rapporte de plus, que la somme de $60,000 qui a été remboursé dans la banque de la Louisiane, devrait passer à la caisse d'amortissement, ce que le trésorier n'a pas pu effectuer, manque d'autorité requise.

En conséquence votre comité recommande qu'une loi soit passée à cet égard. Pour plus amples informations relatives à la condition fiscale de l'état, votre comité vous réfère au rapport annuel du trésorier.

Votre comité terminera son rapport en vous exprimant sa haute confiance dans l'intégrité, la vigilance, et capabilité de l'officier qui gère le département du *trésor.*

Le tout vous est respectueusement soumis,

S. E. CUNY,
Président du comité du sénat.
M. G. PENN,
Président du comité de la chambre des représentans.

Sur motion, le sénat s'est ajourné à demain 10 heures du matin.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

SAMEDI, 20 février.

La chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

L'appel de la chambre ayant été fait, il a paru que mr. sieurs Couvillon, Debuys et Marigny n'avaient pas répondu à leur nom

Sur motion, ordonné qu'il soit permis à messieurs Jauffrion, et Chenet de s absenter pendant quelques jours.

L'orateur a soumis à la chambre une lettre de M. Roussel, greffier de la chambre, priant d'être excusé pour cause de maladie.

Sur motion de M. Penn, ordonné que le greffier soit excusé et que M. Cuvillier soit nommé greffier pro tempore.

Sur motion de M. Penn, ordonné qu'il soit permis au comité sur le pénitentiaire de siéger pendant les heures réglées de la chambre.

M. Delachaise, au nom du comité d'enrôlement, a rapporté comme dûment enrôlé la résolution relative aux réclamations des terres situées dans la par te ouest de l'Etat.

L'orateur a signé ladite résolution, et le g effier a été chargé d'y demander la signature du président du sénat.

Sur motion de M. Sparks, la chambre s'est dispensée de ses règles et s'est occupée du bill intitulé:

"Acte pour diviser la ville de la Nouvelle-Orléans en deux municipalités distinctes.

Sur motion, ordonné que le dit bill soit fixé à l'ordre spécial du jour pour jeudi prochain, 25 du courant.

Sur motion de M. Davidson, ordonné que M. Breed soit dispensé de faire partie du comité sur le pénit